Information sur les marchés
L'Afrique et le Moyen-Orient

Iran
Profil agroalimentaire d'un pays
Aperçu statistique

Avant-propos

Ce rapport vise à mettre à jour les renseignements statistiques contenus dans les documents existants sur l'Iran. Nous avons jugé nécessaire de l'actualiser en raison de l'évolution récente de la situation économique de ce pays.

Contexte

La République islamique d'Iran est un marché en expansion dont les protagonistes entretiennent des rapports commerciaux importants avec les Canadiens. En dépit des difficultés que connaît l'économie iranienne depuis la fin des années 1980 et des prix relativement faibles auxquels s'est vendu le pétrole il y a quelques années, ce qui a eu des répercussions dans d'autres secteurs, l'Iran a accompli des progrès notables sur le plan de la diversification économique ainsi que de la modernisation sociale et idéologique. Le pays étant soumis à l'application de la loi islamique, il peut exister encore des sources de confusion et de contradiction à cause de l'interaction des tendances pragmatiques et idéologiques au sein du gouvernement. Toutefois, celui-ci reconnaît cet état de choses et déploie les efforts nécessaires pour s'affirmer comme partenaire commercial sérieux.

Données démographiques	**(2001)**
Population	66 128 965
Taux de croissance	0,72 %
Répartition selon l'âge	
0-14 ans	32,97 %
15-64 ans	62,38 %
65 ans et plus	4,65 %
Espérance de vie	
Total	69,95 ans
Hommes	68,61 ans
Femmes	71,37 ans

Géographie

Voisin du golfe Persique, qui est une voie de circulation maritime essentielle, l'Iran occupe une position très avantageuse dans la région du Moyen-Orient. Sa situation géographique lui procure de bonnes terres agricoles dans une région réputée plutôt aride. L'Iran partage ses frontières avec l'Iraq ainsi que le Pakistan, et a des ouvertures sur le golfe d'Oman ainsi que la mer Caspienne.

Les zones climatiques vont du régime subpolaire au régime subtropical, ce qui favorise une production agricole très diversifiée (thé et riz au nord, fruits tropicaux sur la côte méridionale, ainsi que blé et fruits dans les provinces du centre). L'été (juin à août) est torride, les températures à l'intérieur du pays pouvant atteindre 55 C. En hiver (décembre à février), les températures peuvent descendre jusqu'à -30 C dans le Nord-ouest.

Villes-centres	
Téhéran	7 millions
Mashhad	1,5 million
Esfahan	900 000
Tabriz	900 000
Shiraz	900 000

La capitale, Téhéran, est la ville principale du pays et la deuxième ville la plus populeuse au Moyen-Orient. La deuxième plus grande ville au pays est Mashhad, suivie de près par Esfahan, Tabriz et Shiraz. Ce sont tous de grands centres manufacturiers, en particulier Esfahan, où sont concentrées bon nombre des industries lourdes de l'Iran. Le pays est de plus en plus urbanisé et il compte une trentaine de villes de plus de 100 000 habitants.

Les catastrophes naturelles consistent en des tempêtes de poussière et de sable périodiques, des sécheresses et des inondations. Des séismes peuvent se produire le long de la frontière occidentale et dans le Nord-est.

L'Iran est bien pourvu en ressources naturelles : pétrole, gaz naturel, charbon, chrome, cuivre, minerai de fer, plomb, manganèse, zinc et soufre. Malgré cela, le secteur minier est plutôt sous-développé.

Économie

Bien qu'il soit caractérisé depuis toujours comme une société agricole, l'Iran a connu un mouvement d'industrialisation et de modernisation économique marqué au cours des 20 dernières années. L'économie iranienne est un mélange d'économie planifiée et d'économie de marché, l'État ayant la mainmise sur le secteur pétrolier et sur d'autres grandes entreprises. Le gouvernement contrôle l'économie au moyen de plans quinquennaux. De petits commerces de biens et de services privés coexistent avec l'agriculture de subsistance.

103-00704/

Indicateurs économiques	
Produit intérieur brut (PIB)	413 milliards de $ US (2000)
Croissance du PIB	3 % (2000)
PIB par habitant	6 300 $ US (2000)
PIB sectoriel	
Agriculture	24 %
Industries	28 %
Services	48 %

Les récents plans de libéralisation de l'économie mettent l'accent sur la diversification de l'économie iranienne, largement tributaire du pétrole. Les fluctuations des prix du pétrole peuvent avoir un effet radical sur l'économie, compte tenu du fiat que 90 % des recettes d'exportation de l'Iran proviennent du pétrole et des produits dérivés. La baisse de 14,1 % des prix mondiaux du pétrole entre 2000 et 2001 a eu un effet significatif sur l'économie du pays. L'Iran tire plus de 80 % de ses recettes en monnaie forte et 50 % de ses recettes brutes de la vente du pétrole, et la forte diminution des cours du pétrole survenue en l'an 2000 a empêché le gouvernement de l'Iran de rembourser sa dette.

Avec la reprise des cours du pétrole qui s'est étalée jusqu'en 2001, le gouvernement a été à même de commencer à rembourser sa dette et à supporter les dépenses courantes, par exemple subventions de 11 milliards de dollars américains pour des biens essentiels tels que les combustibles, le pain et les médicaments.

En Iran, le secteur industriel dépend largement des importations de matières premières pour maintenir sa productivité. En outre, il est miné par la faible productivité de la main-d'oeuvre, le manque de devises et la pénurie de pièces de rechange destinées à la machinerie, hétéroclite et souvent désuète.

En 2001, les principaux secteurs d'activité étaient le pétrole, la pétrochimie, les textiles, le ciment, les matériaux de construction, la transformation des aliments (en particulier le raffinage du sucre et la production d'huile végétale), la fabrication de produits métalliques et l'armement.

Une donnée récente positive à l'égard de l'objectif de diversification économique que s'est donné le gouvernement iranien est le taux de croissance du PIB non industriel de 1999, période où les cours mondiaux du pétrole étaient élevés. Ce taux a été supérieur à celui observé pour l'économie en tant qu'ensemble, ce qui indique aux autorités gouvernementales que les réformes amorcées évoluent dans la bonne direction.

Main-d'oeuvre	
Total	17,3 millions
Taux de chômage	14 %
Par secteur	
Agriculture	25 %
Fabrication et mines	22 %
Services	39 %
Pétrole et gaz	14 %

Si l'Iran peut compter sur une main-d'oeuvre productive, la plupart de ses secteurs d'activité manquent de gestionnaires compétents. Compte tenu de ce que 50 % de la population a moins de 20 ans et que plus d'un million de personnes entrent sur le marché du travail chaque année, ce problème pourrait s'aggraver dans un avenir prochain.

Marché de consommation

La présence d'une population jeune et économiquement active ainsi que la hausse du revenu disponible sont les deux facteurs qui pourraient faire augmenter sensiblement la demande de produits alimentaires à moyen terme et à long terme, ainsi qu'amener la diversification des importations agricoles.

La population de l'Iran est de plus en plus urbanisée : 65 % des Iraniens vivent dans les grandes villes, le reste étant réparti entre les villes-marchés, les villages et les groupes tribaux. Les clercs ou *mollahs* dominent presque toutes les sphères de la vie en Iran, qu'elle soit urbaine ou à la campagne.

Tandis que les efforts visant à moderniser le secteur du commerce de détail en Iran ont favorisé la création d'établissements plus modernes, le bazar urbain demeure au coeur des villes iraniennes. Dans la plupart de celles-ci, le bazar occupe une place centrale et il s'étend habituellement sur un vaste espace, les étals étant groupés par type de service ou type de produit.

La reconnaissance et la publicité des marques demeureront un problème pour les produits importés en Iran, compte tenu de ce que certaines formes de publicité y sont interdites. De plus, les autorités gouvernementales sont très strictes quant aux produits que les Iraniens peuvent acheter ou non. Ainsi, les cosmétiques sont interdits. Au surplus, le gouvernement iranien n'autorise pas la consommation ou l'importation d'alcool au pays. Même les gens d'affaires étrangers ne sont pas autorisés à entrer au pays avec des produits alcoolisés devant servir à leur usage personnel.

Agriculture

Malgré la domination évidente du secteur pétrolier, l'agriculture a toujours constitué un secteur d'activité et d'emploi clé en Iran. Toutefois, ses intervenants luttent encore pour l'autosuffisance, d'où le fait que le pays figure parmi les plus gros importateurs nets de produits agricoles au monde. Dans l'espoir de réduire la dépendance des Iraniens à l'égard des importations et d'améliorer l'économie dans son ensemble, le gouvernement met de plus en plus l'accent sur le secteur agricole comme élément clé du programme de diversification économique. Améliorer la productivité du secteur figure parmi les grandes priorités de l'État.

Malgré ce que l'on pourrait croire, seulement 20 % du territoire iranien est classé désertique; le reste est constitué de parcours naturels, de forêts et de terres cultivables (environ 20 %). Par conséquent, le principal obstacle au développement de l'agriculture n'est pas la rareté des terres, mais plutôt la rareté de l'eau. Seulement 10 % du territoire iranien reçoit un niveau de précipitations suffisant pour l'agriculture, et le régime de pluies saisonnières qui s'étend d'octobre à mars aggrave le manque d'eau. Une fois la saison des pluies terminée, la terre demeure desséchée le reste de l'année. Seulement le tiers du territoire reçoit plus de 250 mm de pluie annuellement, tandis que les abondantes chutes de neige en hiver dans les régions montagneuses forment une réserve d'eau pour l'irrigation des cultures printanières.

Les régions adjacentes au lac d'Urmia et à la mer Caspienne constituent à peine 25 % du territoire iranien, mais elles produisent au moins 60 % des cultures du pays. Les cultures pérennes occupent 1 % de la superficie totale, tandis que les pâturages permanents s'étendent sur 27 % du

territoire. Un bon 33 % de la main-d'oeuvre iranienne travaille dans ce secteur.

Tandis que la betterave à sucre et la canne à sucre constituent les principales cultures industrielles, en raison du grand nombre d'exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance, les fermes iraniennes produisent principalement des céréales comme le blé, le riz et l'orge. Les autres produits agricoles principaux comprennent les fruits, les noix, le coton, les produits laitiers, la laine et le caviar. L'Iran a atteint un certain niveau d'autosuffisance dans les industries des fruits, l'horticulture maraîchère et les industries des productions animales. Les méthodes d'élevage en Iran sont plutôt simplistes. Les membres des tribus nomades élèvent quelques animaux en marge de l'activité agricole.

Le gouvernement de l'Iran a pris des mesures pour délaisser l'agriculture de subsistance au profit de la modernisation. Ces mesures comprennent la construction de barrages, l'octroi de subventions à l'irrigation et l'adoption d'une politique de transparence au sein de l'appareil gouvernemental. La question fondamentale qui se posait au début de 2002 était de savoir à quel rythme le pays devait s'ouvrir à l'influence du monde extérieur pour aller vers la modernisation.

Dans ses trois derniers plans de développement sur cinq ans, le gouvernement a entrepris de libéraliser la production et la commercialisation du secteur, a autorisé l'allocation de change de devises à un taux préférentiel pour l'importation de machines agricoles et a continué de subventionner la production intérieure. Le plan actuel, qui vient à échéance en 2005, désigne l'agriculture comme l'axe central de l'activité économique. Or, à l'heure actuelle et malgré les efforts du gouvernement, l'Iran demeure un pays importateur net de produits alimentaires. Pour changer la situation, l'État pourrait envisager par exemple une réforme agraire en profondeur. Toutefois, cette solution demeure un sujet de dissension important au sein du régime actuel.

Fidèle à son objectif de réforme agraire, le ministère de l'Agriculture pousse les agriculteurs à regrouper leurs petites parcelles fragmentées pour former des coopératives de production agricole (CPA). Idéalement, chaque coopérative représenterait entre 2 000 et 92 500 ha de terres et comprendrait entre 200 et 250 producteurs membres, qui demeureraient propriétaires de leurs terres. L'évolution vers ce type de système s'avère lente, mais on prévoit que, d'ici 2022, pratiquement l'ensemble des fermes sera composé soit de coopératives de ce type, soit de grandes fermes commerciales.

Malgré l'importance accordée à l'agriculture, les mêmes problèmes freinent encore le développement sectoriel : pénurie d'eau, irrigation peu efficace, machinerie agricole obsolescente, manque de matières premières et pratiques encore très fréquentes de l'agriculture de subsistance. Le gouvernement a réussi jusqu'à un certain point à développer le secteur, notamment en améliorant de façon sensible l'infrastructure rurale (par exemple électrification des villages et construction de routes), mais il reste encore beaucoup à faire.

La cherté de l'activité agricole locale est un autre problème auquel est confronté le secteur. Ce problème n'est pas aussi facile à résoudre, car il est directement rattaché à la question de la dépense en eau. Le gouvernement subventionne généreusement les livraisons d'eau destinée à l'irrigation, mais il soupçonne que cette mesure ne favorise pas une utilisation efficace de l'eau. Conséquence de cette mesure : seulement 50 % environ des terres cultivées sont munies d'un système d'irrigation à contrôle entier ou partiel. La plus grande proportion des terres irriguées servent à la culture du blé (près du tiers de la superficie irriguée); viennent au deuxième rang les arbres fruitiers, avec un cinquième de la superficie.

En Iran, il est beaucoup plus coûteux de produire du blé que d'en importer; néanmoins, le gouvernement favorise largement la culture du blé au pays parce qu'il veut réduire la dépendance de l'Iran à l'égard des importations et accroître la sécurité alimentaire. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de combler jusqu'à 70 % des besoins en blé de la population par la production locale de blé. Bien que cette production soit passée de 7 millions de tonnes environ en 1989 à 10,5 millions en 1997 et que la production d'autres cultures (riz, pommes de terre, légumes et fruits) ait augmenté de 30 à 50 % durant la même période, la balance commerciale de l'Iran pour les produits agricoles accuse encore un déficit de 700 millions de dollars. À l'heure actuelle, les importations iraniennes de produits alimentaires servent à combler entre 30 et 50 % des besoins de la population. Même si le gouvernement a mis en chantier des réformes dans l'espoir de réduire ce pourcentage, les changements sont encore à venir. Hormis le pétrole, qui explique 90 % des recettes d'exportation de l'Iran, les tapis, les fruits, les noix, les cuirs et peaux comptent parmi les principaux produits d'exportation.

Commerce

Malgré que le gouvernement des États-Unis marginalise politiquement l'Iran, ses autorités entretiennent toujours de nombreuses relations commerciales avec les gouvernements des pays hors du Moyen-Orient. Avec le pétrole comme principal produit d'exportation, l'Iran tire profit du commerce extérieur. En 2001, les Iraniens ont exporté pour 21,7 milliards de dollars américains de produits et en ont importé pour 16,8 milliards seulement, ce qui a donné un excédent commercial de 4,9 milliards de dollars américains.

Les principales exportations du pays sont le pétrole (dans une proportion de 80 %), les tapis, les fruits, les noix, les cuirs et peaux, le fer et l'acier. Les principaux marchés d'exportation de l'Iran sont le Japon (20,4 %), l'Italie (9,0 %), la Corée (7,5 %), la Chine (6,5 %) et Singapour (5,4 %).

Les principales importations de l'Iran sont les machines, les fournitures militaires, les usines métallurgiques, les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques, les services techniques et les produits pétroliers raffinés. Les principaux fournisseurs de l'Iran en l'an 2000 étaient l'Allemagne (10,9 %), la Corée (7,7 %), l'Italie (5,8 %), la Chine (5,8 %) et la France (5,5 %).

Les importations agricoles iraniennes sont toujours aux mains de l'État. La Société commerciale de l'État importe et subventionne les principaux produits alimentaires, notamment le blé, le sucre, l'huile alimentaire et le riz, ainsi que l'engrais. Il semble que le gouvernement de l'Iran veuille maintenir son programme des prix d'achat garantis, qui devait normalement disparaître à la fin du deuxième plan quinquennal.

Ententes commerciales

La « politique étrangère » de l'Iran, « à caractère islamique », fait une large place à la défense des musulmans dans le monde et vise à intensifier les relations diplomatiques avec les gouvernements des pays en développement. Sur le plan régional, les autorités de l'Iran ont pour objectif de jouer un rôle prépondérant au Moyen-Orient, d'établir des liens commerciaux et de réduire l'influence des puissances extérieures dans la région. La Syrie compte toujours parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Iran.

Le gouvernement de l'Iran entretient des relations diplomatiques et commerciales avec ceux de la Russie et d'autres anciens États soviétiques. Les gouvernements de l'Iran et de la Russie conviennent que la promotion de leur intérêt national passe nécessairement par le développement de l'Asie centrale ainsi que de la Transcaucasie.

Les relations entre les gouvernements de l'Iraq et de l'Iran se sont beaucoup améliorées depuis 1990, et ces deux derniers continuent de négocier des accords sur la délimitation des frontières et la liberté de navigation.

L'Iran est affilié aux organisations internationales suivantes :

Organisation de coopération économique (Iran, Pakistan et Turquie), Union interparlementaire, Chambre de commerce internationale (CCI), Mouvement des pays non alignés, Organisation de la conférence islamique (OCI), Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Organisation des Nations Unies (ONU), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Organisation internationale de l'aviation civile (OIAC), Association de développement international (ADI), Corporation internationale de finance (CIF), Fonds international pour le développement agricole (FIDA), Organisation internationale du travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO), Union postale universelle (UPU), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation météorologique mondiale (OMM), G-19, G-24, G-77.

Accès aux marchés

Bien que l'Iran ait la capacité de devenir un important partenaire commercial, il n'empêche que ce pays n'a pas été engagé outre mesure dans le capitalisme qui règne en Amérique du Nord, et les autorités iraniennes ne souhaitent pas non plus ce niveau d'exposition. Toutefois, ces autorités désirent vivement établir des relations avec l'extérieur dans un effort soutenu pour moderniser le pays.

L'Iran offre de nombreux débouchés commerciaux, mais les entrepreneurs intéressés doivent être prêts à assumer un niveau de risque plus élevé qu'il ne le serait normalement dans d'autres pays. Le gouvernement de l'Iran impose des barrières à l'importation pour réaffirmer la loi islamique. Une interdiction d'importation frappe l'alcool, le porc, les narcotiques, les armes, les munitions, les caméras aériennes, les émetteurs radio et les médias « contraires aux bonnes moeurs », tels que les livres d'art et les revues de mode. L'importation de cosmétiques et d'articles de toilette est également interdite.

Les licences d'importation sont obligatoires, et les démarches pour les obtenir sont complexes. Une entreprise iranienne pourra se voir octroyer une licence d'importation à la condition que le produit importé ait une importance stratégique (par exemple blé, huile comestible, aliments pour animaux) ou qu'il ne soit pas disponible en Iran (par exemple une technologie ou une machine particulières). Une fois que l'allocation de change est établie et que le produit importé entre au pays, on peut obtenir une lettre de crédit de la banque centrale d'Iran ou de l'une des banques commerciales qui lui sont affiliées. En règle générale, les responsables

d'Exportation et développement Canada prendront en considération cette lettre de crédit pour les besoins d'assurance, selon chaque cas. De plus, certaines banques canadiennes offrent du refinancement sur la foi des lettres de crédit iraniennes.

La sécurité alimentaire constitue un enjeu fondamental pour le gouvernement iranien. Comme ce pays ne peut répondre à plus de 50 % des besoins de la population (70% selon le meilleur scénario), il offre des débouchés considérables aux entrepreneurs qui seront en mesure de proposer un plan d'approvisionnement qui garantie une hausse de la sécurité alimentaire de l'Iran.

Le commerce et l'investissement canado-iranien

Avec une population de près de 70 millions d'habitants, d'immenses réserves de pétrole et un fort potentiel agricole, l'Iran est appelé à devenir un leader économique dans la région. Des missions commerciales bilatérales entre le Canada et l'Iran ont fait ressortir les débouchés clés que représentent les produits agricoles canadiens suivants : céréales et oléagineux, aliments pour le bétail, technologies de transformation et matériel agricole. Les entrepreneurs canadiens peuvent faire affaire en Iran et le font effectivement : les Canadiens sont les principaux fournisseurs de blé de l'Iran, plus de 60 % des importations annuelles de blé étant venues du Canada au cours des dernières années.

Les autres débouchés qui s'offrent aux entreprises canadiennes ont trait au commerce en génétique des bestiaux (reproducteurs, semence et embryons). On note aussi une demande de nouveaux aliments-santé, de nutraceutiques et de viande halal (voir le rapport sur les aliments halal à http://ats.agr.ca.), ainsi qu'une demande de services-conseils en gestion agricole, de techniques de transformation des aliments, d'emballage et de contrôle de la qualité, et de matériel connexe. En outre, il existe une demande de techniques de manutention, d'entreposage et de transport des produits alimentaires, et de matériel connexe, ainsi qu'une demande de techniques de gestion des déchets, de dépollution et de prévention de la pollution, et de matériel connexe. Enfin, des débouchés existent aussi dans le domaine de l'exploitation minière, de l'exploitation pétrolière et gazière, ainsi que de la gestion des ressources naturelles (techniques et matériel).

Les entrepreneurs iraniens sont très désireux de trouver des entreprises canadiennes qui pourront leur fournir des produits de base, des aliments pour le bétail, ainsi que certains types de technologies et d'équipement. Il existe peu de débouchés à l'heure actuelle pour les produits agroalimentaires canadiens à valeur ajoutée, mais ce n'est pas en raison d'une trop faible demande, mais plutôt des restrictions à l'importation et du faible niveau d'équipement pour la transformation.

Même s'il existe de nombreux débouchés commerciaux dans d'autres secteurs, les exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes vers l'Iran sont axées actuellement sur les marchandises en vrac, notamment le blé. Ce secteur offre les meilleurs débouchés qui soient pour les exportateurs canadiens. Viennent ensuite la semence bovine et les aliments pour animaux. En somme, il est constant que le Canada se trouve dans une position avantageuse pour répondre particulièrement aux besoins de l'Iran, ce qui entraîne la création de conditions favorables pour les entreprises canadiennes.

En 2001, les exportations agricoles canadiennes vers l'Iran étaient évaluées à 427,3 millions de dollars, le blé venant largement en tête de ces exportations, avec 410,4 millions de dollars ou 96 % du total. L'orge venait

au deuxième rang, avec 12 millions de dollars. Les exportations d'aliments pour volaille ont atteint 1,9 million, les exportations d'huile de canola, 1,2 million, et les exportations de semence bovine, 900 000 dollars. Les cinq principaux produits d'exportation constituaient plus de 99 % des exportations totales vers l'Iran.

Les produits en vrac canadiens forment la majorité des exportations à destination de l'Iran, soit 426,5 millions de dollars; les produits intermédiaires comptent pour 3,3 millions de dollars, et les produits de consommation courante, pour 22 000 dollars. Les exportations de produits intermédiaires ont diminué de 15 millions de dollars par rapport au chiffre de l'an 2000.

Environ 49 % des exportations agricoles canadiennes vers l'Iran provenaient de la Saskatchewan en 2001. L'Alberta et la Manitoba expliquaient 50 % des exportations agroalimentaires vers l'Iran. Les principales exportations iraniennes vers le Canada comprennent le pétrole, les tapis tissés à la main et autres produits de l'artisanat, et les produits agroalimentaires comme les dattes, les raisins et les pistaches.

...

En 2001, les importations agricoles canadiennes en provenance de l'Iran étaient évaluées à 23 millions de dollars. La pistache était le principal produit d'importation, avec 38 % du total, pour une valeur de 8,8 millions de dollars. Le raisin à vin séché venait au deuxième rang, avec 37 % du total ou 8,7 millions de dollars, et ensuite les dattes, à 2,9 millions de dollars.

Tandis que la plupart des provinces reçoivent des produits agroalimentaires de l'Iran, la majorité massive des importations canadiennes sont acheminées vers l'Ontario (68 %), la Colombie-Britannique (17 %) et le Québec (13 %).

Commerce bilatéral canado-iranien	
Iran - Export. totales	25 milliards de $ US (2000)
Volume d'importations total	15 milliards de $ US (2000)
Balance commerciale	10 milliards de $ US (2000)
Total des exportations canadiennes vers l'Iran	655 804 000 $ (2000)
Importations de l'Iran	122 684 000 $ (2000)
Balance commerciale	533 120 000 $ (2000)
Exportations canadiennes de produits agricoles vers l'Iran	427 296 067 $ (2001)
Importations de l'Iran	23 032 975 $ (2001)
Balance commerciale	404 263 092 $

Mise à jour: 2002 08 01

Avis et avertissements importants

[English | Contactez-nous | Aide | Recherche | Site du Canada]
[AAC en direct | Liens | Salle de presse | Quoi de neuf | Index du site]